

8 novembre 1988 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Interview de M. François Mitterrand, Président de la République, accordée à FR3 le 8 novembre 1988, sur les débuts de la construction européenne et sur Jean Monnet.

QUESTION.- Monsieur le Président, 1948, l'Europe n'était pas encore reconstruite que déjà des hommes appelaient à l'unité de l'Europe, et il y a eu un congrès à La Haye. Vous étiez, monsieur le Président, à ce congrès, je voudrais savoir quel était alors votre état d'esprit ?

- LE PRESIDENT.- J'étais, à l'époque, jeune député. J'avais déjà appartenu, cependant au gouvernement de la France et, surtout, ma génération venait de vivre la guerre. J'avais vu des déchirements, des drames de la guerre. Et m'était apparue de plus en plus incompréhensible la rupture si profonde, qui paraissait définitive, entre l'Allemagne et la France. Je ne pouvais pas supporter la situation dans laquelle nous étions qui déjà rendait nos pays d'Europe dépendants des empires des Etats-Unis d'Amérique d'un côté nos amis, et d'autre part, l'Union soviétique qui avait pris part d'une façon éminente à la libération de notre pays. Cependant nous étions dépendants. Allait-on recommencer indéfiniment cette lutte fratricide, cette guerre civile franco-allemande ?

- Tous ces éléments m'ont conduit à accepter de grand coeur l'invitation qui m'était faite d'aller à ce congrès de La Haye qui, aujourd'hui, paraît presque banal, mais qui à l'époque, était quand même singulier. Il y avait là les gens qui s'étaient combattus la veille. C'était sous la présidence de Churchill, je m'en souviens. Il y avait de très nombreuses familles politiques qui, à l'intérieur de chacun de nos pays, se combattaient. Bref, c'était un rassemblement d'hommes et de femmes qui paraissaient tout à fait étranger à la réalité politique du moment. Mais pourtant, c'était comme un dessin de l'avenir.\

QUESTION.- Jean Monnet était absent à ce rassemblement `congrès de La Haye, 1948`. Avait-il une analyse différente de la vôtre à ce moment-là, de l'idée européenne ?

- LE PRESIDENT.- Je ne peux pas vous le dire. J'ai connu Jean Monnet lorsque j'étais adolescent, puisque nous sommes originaires du même coin de Charente et que nos familles se connaissaient. Et puis je ne l'avais pas revu pendant la guerre, ni au lendemain de la guerre. Bref, entre cette période déjà ancienne de notre vie charentaise et le congrès de La Haye, je n'ai jamais rencontré Jean Monnet et j'ignorais même une large part de son action. Ce n'était donc pas sous son inspiration que nous agissions. Mais il est évident qu'au travers des années qui ont suivi, ce sont les conceptions de Jean Monnet, son audace intellectuelle et sa riche expérience des milieux internationaux qui ont été à l'origine des grandes actions menées en faveur de l'Europe.

- QUESTION.- Quelle a été l'influence de Jean Monnet, monsieur le Président, sur votre idée de l'Europe, à partir de cette période ?

- LE PRESIDENT.- Sur moi, pas tellement. C'était un grand esprit, c'était un homme tenace qui avançait pas à pas, un peu précisément de la façon de cette race de paysans saintongeais dont je suis moi-même issu. Mais moi je n'appartenais pas à un groupe, je n'étais pas l'un de ses familiers dans cette démarche pour l'Europe. Simplement, je partageais sa conviction et sa voix est très rapidement devenue une grande voix parmi ceux qui dessinaient l'Europe, un avenir différent de celui que nous avons connu, qui n'était que celui de la guerre. Très vite nous nous sommes - ie dis nous parce qu'il n'y avait pas que moi - reconnus. au-delà des frontières

comme je le mesurais parce que moi, étant pas que moi, reconnus, ce sera des monnaies politiques. J'ai été secrétaire d'Etat de Robert Schuman, Jean Monnet commençait d'apparaître, pour moi, dans mon horizon familial. Ils exprimaient une simple idée, une grande idée et une méthode. Il m'avait fait prouver que c'était une bonne idée et une méthode juste. Voilà, c'est aussi simple que cela.\

QUESTION.- Nous sommes à quelques années du marché unique, donc en 1993, et en 1948, Jacques Rueff avait déclaré "l'Europe sera monétaire ou ne sera pas". Je voudrais savoir ce que vous pensez de cette maxime, monsieur le Président, après plus de quarante ans de construction européenne. Est-ce que c'est d'actualité ?

- LE PRESIDENT.- C'est une maxime excessive, mais c'est vrai que sans monnaie commune, il n'y aura pas d'Europe. On peut dire aussi bien d'autres choses. L'Europe ne peut pas être qu'une monnaie non plus, cela n'aurait pas beaucoup de sens. Il faut voir examiner les choses de façon complémentaire toujours. Donc Rueff n'avait pas tort, simplement il faut un peu élargir son point de vue. Mais il faut une Europe monétaire.

- QUESTION.- Avec une banque centrale ?

- LE PRESIDENT.- Avec une banque centrale, mais peut-être faut-il un peu changer l'ordre des facteurs. La banque centrale peut être le couronnement du tout. La logique imposerait une monnaie commune, donc une banque, tout cela doit se faire en même temps. Si c'est trop difficile, il faut prendre son temps, mais il ne faut pas perdre de vue cet objectif. Une banque centrale sera un jour ou l'autre nécessaire. Il faudra harmoniser ces démarches avec celle des banques nationales qui ne vont pas disparaître comme cela.

- QUESTION.- Votre décision de transférer les cendres de Jean Monnet au Panthéon, répond-elle uniquement à une reconnaissance commémorative ou y voyez-vous un symbole qui va marquer l'avenir à court terme de l'Europe ?

- LE PRESIDENT.- C'est un homme éminent qui a illustré notre pays, qui a incarné une grande idée, qui a donc une force symbolique. 1988, c'est le centenaire de sa naissance. L'Europe de la Communauté a déjà reconnu à Jean Monnet son rang. C'est le moment pour la France de reconnaître à Jean Monnet la place qui est la sienne. Nous avons besoin aussi d'offrir à la jeunesse de grands exemples, c'en est un.\

QUESTION.- Pour Jean Monnet, la construction de l'Europe devait se faire par étapes et on peut avoir l'impression, monsieur le Président, que vous, vous avez agi de même si l'on songe par exemple à Eurêka. Alors, dans cette perspective, dans cette méthode, quelle est pour vous la prochaine étape, la prochaine priorité ?

- LE PRESIDENT.- Il y en a plusieurs.

- QUESTION.- Il faut peut-être en choisir une ?

- LE PRESIDENT.- Il y en a plusieurs. Je pense que l'année prochaine la France aura à jouer un rôle particulier, puisque j'assurerai la présidence de la Communauté dans les six derniers mois de l'année. Je pense qu'il faut absolument que l'Europe adopte enfin une démarche sociale. L'Europe monétaire est en train de se faire, non sans obstacles, il faut les surmonter. L'Europe technologique se développe, l'Europe des communications, la liste serait longue de ces réels progrès accomplis au cours de ces quinze dernières années. Mais il faut maintenant que l'Europe sociale prenne le pas, parce qu'on ne peut pas faire l'Europe sans les Européens. Et parmi les Européens, il y a ceux que l'on appelle les travailleurs, les hommes et les femmes qui reçoivent des salaires, qui sont des agents principaux de la production, qui doivent se sentir à l'aise dans l'Europe. Donc, je considère que pour 1989, l'Europe sociale doit être à l'ordre du jour. Mais, bien entendu, il faut parfaire l'Europe technologique. En effet, j'ai lancé l'idée d'un Eurêka audiovisuel. Il est faux d'imaginer que dans nos pays d'Europe où environ 125000 heures de production et d'émissions télévisées se révèlent nécessaires par année, les pays d'Europe ne soient capables d'en produire que 25000, donc les autres 100000 heures, d'où viendront-elles ? Des Etats-Unis d'Amérique quant à la conception et à partir des techniques japonaises. Or, il faut comprendre qu'il n'y aura pas d'Europe - je vais reprendre le terme de Rueff en le transposant - s'il n'y a pas d'identité culturelle. Nos identités nationales de plus en plus associées à l'intérieur d'une grande conception de l'Europe, cela commencerait par la langue et par les formes de

pensée créatrices. Si on laisse le soin aux autres, aux extras européens, il n'y aura pas d'Europe.

- QUESTION.- Je sais, monsieur le Président, que vous aimez marcher, Jean Monnet aussi, aimait marcher et il rêvait pendant ses marches aux Etats-Unis d'Europe. Alors, je voudrais vous demander si, lorsque vous marchez, par exemple, il vous arrive aussi de rêver à ces Etats-Unis d'Europe qu'on verra peut-être un jour ?

- LE PRESIDENT.- C'est une très belle formule, c'est une très belle définition. Elle trouve à travers l'histoire des exemples réussis. Je me méfie simplement un peu de ce qui pourrait apparaître comme exagéré, disons, identifié aux expériences historiques passées, parce que l'Europe n'en est pas là. L'Europe est composée de nations, les premières nations de l'histoire de cette partie du monde qui était, comme vous le savez, l'Angleterre, l'Espagne, le Portugal, la France. Ce passé-là, il existe, il pèse sur nos consciences. On ne peut pas l'abolir d'un coup et décréter comme cela, les Etats-Unis de l'Europe, c'est une rude affaire. Mais je souhaite qu'elle se fasse. On l'appellera comme on voudra.\